

miquement retardataires et les pays dépendants, Engels répondit dans sa lettre bien connue du 12 septembre 1882 :

A mon point de vue les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays de peuplement européen comme le Canada, le Cap, l'Australie, deviendront toutes indépendantes ; tandis que les pays simplement soumis et de peuplement indigène comme l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, devront être prises en charge provisoirement par le prolétariat et conduites le plus rapidement possible à l'autonomie. Par quelles phases sociales et politiques ces pays auront à passer avant de parvenir à leur tour à l'organisation socialiste, c'est une question sur laquelle nous ne pouvons émettre que des hypothèses assez stériles. Une seule chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut imposer ses bienfaits quels qu'ils soient à aucun peuple étranger sans miner les bases mêmes de sa propre victoire.

Ces indications sans aucun doute très importantes, revêtent de nos jours une grande signification. Ce qui paraissait alors le problème d'un avenir lointain se trouve transformé aujourd'hui en une tâche présente impérieuse et pressante. Les millions d'êtres humains qui luttent aujourd'hui dans tous les pays pour l'avènement de la société socialiste ne voient pas seulement dans le but qu'ils poursuivent la libération de l'exploitation, de la misère, des crises et du chômage, ils y voient aussi le commencement d'une ère nouvelle dans les rapports entre peuples, d'une ère de paix et d'amitié internationale, la suppression définitive de l'exploitation coloniale et de l'oppression nationale, le début de la coopération fraternelle de peuples égaux en droits. Des millions d'êtres humains, en lutte pour le socialisme dans toutes les parties du monde, considèrent par suite, attentivement les relations entre l'Union Soviétique et ces pays qui ayant pris la voie du socialisme peuvent dans un avenir proche, devenir de nouveaux pays socialistes. D'autant plus déterminantes doivent être considérées les tendances qui se font jour actuellement dans les rapports entre l'Union Soviétique et les nouveaux pays socialistes. L'institution des sociétés par actions soviétiques et des prétendues sociétés mixtes soviéto-hongroises et soviéto-roumaines, les investissements de capitaux soviétiques, l'installation de directeurs soviétiques, l'adaptation exclusive des plans économi-

ques des pays de démocraties populaire aux intérêts de l'Union Soviétique, ceci au détriment de ces pays qui édifient actuellement le socialisme, tels sont quelques-uns simplement des plus sérieux parmi les symptômes qui apparaissent aujourd'hui dans les rapports entre pays socialistes.

Dans le domaine politique également apparaît sans qu'on puisse s'y tromper un net abandon du principe marxiste-léniniste fondamental de l'égalité en droits des pays socialistes et du respect de la souveraineté de chaque pays. L'enrôlement d'agents au sein du nouvel appareil d'état dans les pays de démocratie populaire, la surveillance des fonctionnaires, l'éloignement définitif et jusqu'à l'arrestation de tous les communistes travaillant dans l'appareil étatique ou économique qui s'affirment pour l'égalité en droits des pays socialistes, tout cela montre que dans le domaine politique aussi, le principe de l'égalité en droits des pays socialistes est foulé aux pieds. Certes, il n'est pas facile pour un communiste de se prononcer aujourd'hui sur ces graves tendances qui recèlent des dangers incalculables. Mais un communiste qui garderait le silence sur cette question se ferait le complice de la trahison d'un des principes de base les plus actuels du marxisme-léninisme.

Il n'est pas sans intérêt dans cet ordre d'idées d'indiquer que Lénine, déjà, s'il n'avait pas absolument prévu la possibilité d'un développement aussi néfaste, s'était du moins élevé contre la conception selon laquelle, par le simple fait de la victoire du prolétariat, l'égalité en droit des pays socialistes se trouverait immédiatement et automatiquement garantie. Lénine soulignait que la victoire du prolétariat ne créait que la possibilité, les prémisses, pour la liquidation de l'exploitation et de l'oppression nationale, mais que la question était de faire passer cette possibilité dans la pratique :

En opérant la transformation du capitalisme en socialisme, le prolétariat crée la possibilité d'une complète liquidation de l'oppression nationale. Cette possibilité passera dans la pratique « seulement » — « seulement » ! — lorsque dans tous les domaines la démocratie sera réalisée intégralement — y compris jusqu'à la fixation de frontières nationales conformes aux affinités de la population, jusqu'à la liberté to-